



President of the Trade and Development Board

**Déclaration de
S.E. Ambassadeur Jean Feyder
Président du Conseil du commerce et du développement**

**Réunion spéciale de haut niveau du Conseil économique et social avec les
institutions de Bretton Woods, l'OMC et la CNUCED**

le 18-19 mars à New York

Le monde a à faire face à des crises graves et multiples : Une crise financière et économique qui se double d'une crise sociale, une crise alimentaire et une crise environnementale. Il importe que de ces crises, la communauté internationale sache tirer toutes les leçons qui s'imposent et arrive à formuler des réponses sur la base aussi de ce que nous apprend l'histoire du développement économique et social.

C'est dans cette optique que la CNUCED prépare sa contribution à deux événements majeurs, le Sommet des objectifs du Millénaire pour le développement, qui aura lieu en septembre 2010 à New York et la quatrième Conférence sur les PMA qui aura lieu à Istanbul en 2011. Des travaux importants sont en cours et nous présenterons les premières conclusions à la réunion directive du Conseil du commerce et du développement en juin prochain.

A cet effet, plusieurs réunions préparatoires ont déjà eu lieu ces derniers mois : sur la dette des pays en développement, qui a connu une forte participation, sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans le développement agricole et la sécurité alimentaire des pays en développement, sur les principaux défis auxquels les PMA doivent faire face, enfin sur le financement des capacités productives. Nous pensons que plusieurs des idées qui émergent de ces réunions sont importantes pour les conférences à venir. Un message clé qui ressort de ces réflexions concerne le rôle de l'Etat dans le développement.

Nous pensons à la CNUCED que les politiques publiques ne doivent pas se limiter à parer aux conséquences des crises économiques, comme on le voit à présent dans les pays développés; l'Etat doit aussi avoir un rôle actif dans le développement des pays sous-développés. Il doit favoriser la formation de capital fixe, l'émergence de réseaux économiques et le développement des capacités de production. Les politiques industrielles peuvent soutenir les entreprises privées en orientant les investissements vers des activités économiquement prometteuses et socialement souhaitables, comme ce fut le cas dans les expériences de développement réussies, notamment dans plusieurs pays d'Asie. Les financements externes et les réductions de la dette dont ont besoin les pays pauvres ne doivent pas être soumis à des conditions qui entament la capacité des Etats pour promouvoir le développement. L'Etat doit respecter les règles de base d'une bonne gouvernance: participation, justice, décence, responsabilité, transparence et efficience.

Une autre idée-force de ces travaux est que nous devons mettre l'accent sur le développement des capacités de production. La stratégie des Nations Unies pour atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire doit reconnaître l'importance d'accroître les capacités de production dans les pays en développement, et la nécessité de lier cette création avec celle d'un maximum d'emplois. Le développement de l'appareil productif et de l'emploi engendre des revenus pour les personnes et pour l'Etat. Sans un tel développement les avancées sociales qui pourraient être faites dans l'éducation, la santé et les indices de pauvreté ne seraient pas durables; on traiterai les symptômes plutôt que les causes profondes de la pauvreté.

Cet effort de développement des capacités de production doit inclure l'industrie mais aussi l'agriculture, qui a été trop négligée ces dernières années. Car, n'oublions pas que $\frac{3}{4}$ des plus pauvres et $\frac{3}{4}$ de ceux qui souffrent de faim et de malnutrition- ils sont plus d'un milliard maintenant - sont des ruraux, des petits paysans, des paysans sans terre, des travailleurs ruraux. Le déficit en produits alimentaires se creuse et prend des proportions inquiétantes. Il faut donc relancer l'agriculture vivrière et assurer des prix rémunérateurs aux producteurs pour les arracher à la pauvreté et ne plus les acculer à l'exode rural. Il convient donc de centrer l'attention sur la petite exploitation dont le potentiel de croissance est très grand et qui, dans ce secteur, est le mieux en mesure de répondre aux défis des changements climatiques. C'est cette agriculture-là qui a un rôle décisif à jouer pour la sécurité alimentaire et pour atteindre l'objectif no 1 du Millénaire pour le développement. Là encore, les expériences de pays asiatiques méritent notre attention.

Le développement des capacités productives a besoin de financement et d'un environnement macroéconomique et commercial favorable. Les pays développés

doivent honorer leurs engagements concernant l'aide publique au développement, qui est vitale pour que les pays les plus pauvres puissent importer les biens d'équipement nécessaires à la construction de nouvelles capacités productives. S'il faut favoriser l'entrée de capitaux financiers productifs, il faut surtout que les pays en développement soient capables de mobiliser leurs ressources internes et de les canaliser vers l'investissement productif. Ceci ne découle pas automatiquement de la libéralisation des marchés. Ici encore, les gouvernements ont un rôle important à jouer. Certes, ils ne peuvent se substituer au secteur privé dans ses décisions d'investissement, mais ils peuvent peser considérablement dans ces décisions. Par ses politiques macroéconomiques et des revenus, les gouvernements peuvent fournir aux entreprises un horizon de croissance stable de la demande; par ses investissements en infrastructures physiques et sociales, ils fournissent les conditions nécessaires à l'investissement privé; enfin, les politiques gouvernementales peuvent rendre moins cher et plus accessible le financement de l'investissement, soit en encourageant les institutions financières privées à accorder des crédits d'investissement à taux réduits, soit directement, à travers des institutions financières publiques.

La crise financière a montré l'existence d'énormes capitaux à la recherche de gains souvent purement spéculatifs dans un univers financier artificiel et sans contrôle, entièrement déconnecté de l'économie réelle et en manque de financement sans parler de la demande de consommation globale qui est immense, mais non solvable. Le défi qui se pose à la communauté internationale consiste à créer le cadre et les mécanismes aptes à contribuer à la relance d'une économie mondiale plus sociale et plus juste en canalisant ces capitaux vers cette économie et vers cette demande.

Les capacités de production, au départ souvent fragiles, ne peuvent se développer si, dès le début, elles doivent faire face à la concurrence internationale. Ce serait tuer dans l'œuf ces capacités, surtout dans les pays les plus pauvres. Nous devons donc leur réserver un traitement spécial et différencié plus fort et nous devons protéger des capacités naissantes. Nous constatons aussi que l'intégration régionale et le commerce Sud-Sud sont de plus en plus importants. Dans la mesure où cette intégration régionale élargit les marchés internes et permet des économies d'échelle et de spécialisation, elle favorise l'investissement réel, la création de nouvelles capacités productives locales et le développement de réseaux productifs régionaux, qui renforcent le commerce Sud-Sud.

Les énormes risques associés au réchauffement climatique mettent en question des éléments essentiels de notre mode de croissance et de consommation. La réponse à ce problème global doit être basée sur la coopération internationale et sur le respect simultané de l'environnement et du droit au développement. Ces deux exigences ne sont

nullement contradictoires, dans la mesure où l'on associe les pays en développement à l'élaboration de biens et services à basse émission de CO2 et au développement des nouvelles technologies "vertes".

Je termine avec quelques réflexions sur le drame d'Haïti. Il est clair que ce pays a besoin d'aide, bien au-delà des mesures habituelles, telle que la réduction ou élimination de sa dette externe. Il faudrait aussi lui accorder des conditions commerciales favorables, à la fois pour que ce pays accède dans de bonnes conditions aux marchés des pays plus avancés, mais aussi pour qu'il puisse développer ses capacités locales de production, en particulier dans l'agriculture et l'industrie. Ce pays a besoin bien entendu d'aide financière internationale, mais il faut que cette aide ne soit pas attachée à des conditionnalités qui ne feraient que freiner son développement. Le Plan Marshall, probablement le cas le plus réussi d'aide extérieure de l'histoire moderne, pour toutes les parties, ne posait pas de conditions limitant l'espace des politiques publiques. Dans la reconstruction d'Haïti et ailleurs, il faut apprendre aussi des expériences de développement réussies sur la base de politiques publiques pragmatiques et fort éloignées de ce qui fut nommé le "Consensus de Washington".

J'ai parlé de l'histoire du développement économique et social en commençant. J'ai évoqué les expériences réussies de plusieurs pays asiatiques, je viens de mentionner le plan Marshall, je pourrais aussi faire état des politiques économiques que les pays industrialisés ont suivies avec succès durant plusieurs siècles. Saurons-nous avoir la sagesse de nous inspirer de ces expériences et de cette histoire pour mieux définir nos stratégies et objectifs du développement et pour mieux construire un avenir commun ?

* * *